

Des effets de la libéralisation des marchés agricoles

Réponse à François Facchini

Jean-Marc BOUSSARD

Institut national de la recherche agronomique, INRA

Françoise GÉRARD

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, CIRAD

Marie-Gabrielle PIKETTY

Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)
Département économie de l'Université de São Paulo (Brésil)

À l'occasion du débat ouvert par les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la libéralisation des échanges agricoles et démantèlement de la politique agricole commune, François Facchini s'est exprimé dans notre revue au travers de la rubrique « Débats et controverses ». À partir d'un modèle proposé par trois auteurs français, l'auteur critique, à travers ce modèle, la manière dont les économistes traitent de la libéralisation des marchés agricoles. Nos collègues et amis ont souhaité répondre, ce qui permet à notre revue de rendre compte de la pluralité des analyses et de la vivacité des débats actuels, pour le plus grand profit de nos lecteurs. (NDLR)

Dans la rubrique « Débats et controverses » d'*Economie Rurale*¹, François Facchini critique un travail que nous avons exécuté pour le ministère de l'Agriculture en 2002² et qui a depuis donné lieu à de nombreuses publications et communications à des colloques³. Nous sommes invités à y répondre, ce que nous faisons bien

volontiers, ce type de débat étant de nature à clarifier les idées et rectifier d'éventuelles mauvaises interprétations.

De fait, la question qui se pose à la lecture du texte de François Facchini est de savoir ce qu'il considère comme insatisfaisant dans notre travail, qui est pourtant fort simple. C'est pourquoi nous essaierons ici d'abord de rappeler l'essentiel de notre message, avant de revenir sur les critiques de cet auteur.

Les travaux menés autour du *Modèle international dynamique pour l'étude du développement durable et de la distribution des revenus (ID³)* avaient surtout pour objet de remettre en cause les conclusions tirées des modèles d'équilibre général abondamment utilisés dans la propagande en faveur de la libéralisation agricole et spécifiquement dans sa capacité à réduire la pauvreté, comme l'indique clairement l'article cité. Ces modèles « standards », en effet, évaluent les bénéfices de la libéralisation à des niveaux variables, de plusieurs centaines à quelques dizaines de millions de dollars de PNB mondial, mais toujours positifs. Il ne peut en

1. Cf. *Économie rurale*, numéro 292, mars-avril 2006, p. 68-78.

2. Françoise Gérard, Marie-Gabrielle Piketty, Jean-Marc Boussard (2003). Libéralisation des échanges et bien-être des populations pauvres. Paris, *Notes et Études Économiques*, Ministère de l'Agriculture.

3. Cf. Jean-Marc Boussard, Françoise Gérard, Marie-Gabrielle Piketty, M. Ayouz, Tancrède Voituriez (2006). Endogenous Risk and Long Run Effects of Liberalization in a Global Analysis Framework. In *Economic Modelling*, 23, p. 457-475 ; Jean-Marc Boussard, Anne Katherine Christensen, Françoise Gérard, Marie-Gabrielle Piketty, Tancrède Voituriez (2004). May the Pro-Poor Impacts of Trad Liberalization Vanish because of Imperfect Information? In *Agricultural Economics*, 31 (2), p. 297-305 ; Jean-Marc Boussard, Françoise Gérard, Marie-Gabrielle Piketty (2005). *Libéraliser l'agriculture ? Théorie, modèles et réalités*. Paris, Editions Quae.

être autrement, du fait que, dans ces modèles, tout obstacle aux échanges est considéré comme une contrainte, et qu'un modèle « contraint » ne peut pas donner de résultats meilleurs qu'un modèle « non contraint ». La différence « avec » et « sans » libéralisation ne peut être négative.

Notre modèle ID^3 , bien que très voisin des modèles précédents (il utilise en effet les mêmes données et presque les mêmes équations) en diffère cependant par deux innovations essentielles.

Au lieu que les prix (réels et anticipés, qui sont les mêmes dans les modèles standards) soient obtenus en même temps que la production, il existe un décalage entre la décision de production et la mise en marché. C'est ce décalage qui explique que les prix anticipés sont différents des prix réels, ce qui entraîne *ipso facto* la nécessité de tenir compte des considérations de risque dans la modélisation du comportement des entrepreneurs.

L'introduction du risque fait que, au lieu de rechercher l'égalité du coût marginal et du prix d'équilibre de chaque produit, les entrepreneurs sont supposés égaliser le coût marginal avec *l'équivalent certain du prix anticipé*⁴.

Avec ces hypothèses, il est possible d'évaluer les bénéfices de politiques de sta-

bilisation des prix : des prix stables entraînent moins de risque, donc rapprochent l'équivalent certain de l'espérance de la courbe de demande. Il en résulte que les prix sont en moyenne plus bas, et les quantités produites plus grandes avec stabilisation que sans. La stabilisation peut donc avoir un effet positif sur le bien-être global, effet que ne peuvent pas détecter les modèles « standards » dont il vient d'être question, puisqu'ils ignorent la volatilité des prix.

C'est bien pour cela que les modèles « standards » ne peuvent que conduire à la conclusion que la libéralisation est « bonne » - même si les gains globaux peuvent être insignifiants et si, par ailleurs, il peut y avoir des gagnants et des perdants⁵. Le modèle ID^3 , en revanche peut mettre en évidence des effets négatifs si par hasard les pertes liées à l'insécurité des prix viennent à être supérieures aux gains qui résultent de la suppression des obstacles aux échanges. C'est malheureusement le cas assez fréquemment pour que les décideurs politiques tiennent compte de cette éventualité. De fait, nos travaux conduisent à la conclusion pratique que les politiques agricoles, si imparfaites et perfectibles qu'elles soient, en apportant un minimum de stabilité à l'environnement dans lequel les producteurs prennent leurs

4. L'équivalent certain est une notion compliquée, la valeur « certaine » d'une grandeur incertaine qui conduit un sujet économique à prendre une décision donnée. Par exemple, considérons le problème suivant : « On me propose un billet de loterie donnant une chance sur deux de gagner 1 000 euros ce soir. À quel prix puis-je l'acheter ? ». Évidemment, je n'ai pas intérêt à l'acheter plus de 500 euros, montant de l'espérance de gain. Mais en réalité, la plupart des gens ne sont pas disposés à payer 500 euros pour un pareil avantage. En revanche, presque tout le monde acceptera de payer 2 euros. Entre 2 et 500, il existe en général une valeur - peut-être 300, peut-être 100 - à laquelle un individu donné sera indifférent entre le billet de loterie et la somme à déboursier « sûrement ». C'est cette valeur qui est « l'équivalent certain » du billet de loterie, pour le décideur en cause.

La notion d'équivalent certain s'est imposée dans toutes les discussions entre économistes profes-

sionnels, le vrai problème étant de savoir comment le déterminer. Ici, nous avons retenu le « modèle de l'utilité espérée » de Von Neuman, bien qu'il ne s'agisse-là que d'une approximation sujette à bien des révisions.

Dans ces conditions, l'équivalent certain est inférieur à l'espérance de gain. De ce fait, l'équivalent certain d'une courbe de demande est situé en dessous de la courbe de demande moyenne. Par conséquent, égaliser le coût marginal avec l'équivalent certain de la courbe de demande conduit à une production plus faible et un prix en moyenne plus élevé que l'égalisation du coût marginal avec l'espérance mathématique de la courbe de demande.

5. Mais les gains des gagnants étant supérieurs aux pertes des perdants, il est au moins théoriquement possible d'indemniser les seconds par un prélèvement sur les premiers qui laisse ceux-ci encore « gagnants ».

décisions, peuvent avoir des vertus qui disparaîtraient avec une libéralisation totale des marchés.

C'est là tout ce que nous avons à dire, et ce que nous avons dit, en étayant le propos par des simulations numériques.

C'est pourquoi nous ne comprenons pas trop la nature exacte de ce qui nous est reproché, hormis le fait de parvenir à des conclusions qui, pour n'être pas « politiquement correctes », n'en sont pas moins assez proches de celles auxquelles parviennent les praticiens et les hommes de terrain (comme l'avait dit Leon Walras⁶ « *Il faut reconnaître que, sur bien des points, les paysans savent mieux l'économie politique que les économistes et les gouvernants* »).

Cela étant, parmi les critiques de l'auteur, nous avons remarqué une série d'affirmations erronées, sans doute liées à une lecture trop rapide de notre travail, sur lesquelles nous souhaitons revenir ici.

Contrairement aux affirmations de François Facchini (FF), il n'est jamais avancé dans nos publications que l'intervention publique est parfaite ou rend le fonctionnement des marchés parfaits ; au contraire les défaillances de l'État et les difficultés associées à la régulation publique sont explicitement mentionnées dans l'article. De même, la relation pauvreté-libéralisme n'est pas utilisée pour contrecarrer les résultats favorables de la libéralisation des échanges. Ce qui est avancé c'est que la libéralisation des échanges ne réduira pas forcément la pauvreté contrairement à ce que soutenaient, à l'époque, de nombreux modèles⁷. C'est donc la relation inverse qui est étudiée. Il n'est pas non plus avancé que les marchés régulés ou contraints, comme FF préfère les appeler, réduisent nécessairement l'instabilité des prix mondiaux. C'est de nou-

veau l'argument contraire qui est remis en cause, lequel soutient que la libéralisation des marchés agricoles devrait stabiliser les prix mondiaux. Les politiques agricoles sont un des moyens de protéger les producteurs et les consommateurs de ces aléas. Enfin, dans plusieurs travaux nous insistons sur la sensibilité des résultats des modèles d'équilibre général, y compris du nôtre, aux hypothèses de fonctionnement des marchés, en insistant sur le fait qu'il ne faut pas trop se fier de fait aux chiffres « prédits » mais prendre les résultats comme des éléments de réflexion prospectifs.

Dans notre modèle, il n'est nullement question de quoi que ce soit qui ressemble à des « asymétries d'information », mais seulement de la théorie standard du comportement de l'homme rationnel devant le risque, telle qu'elle a été élaborée du XVIII^e siècle au XX^e siècle dans la forme consacrée par Von Neuman.

Il est vrai que nous avons souligné la nécessité de dépasser le modèle walrassien d'équilibre statique – Wicksell avait dit la même chose il y a juste 100 ans ! L'équilibre instantané entre l'offre et la demande agricole – qui permet de s'affranchir des délais de production comme des difficultés de stockage et de transport, pourtant caractéristiques des produits agricoles –, n'existe plus contrairement aux modèles standards, mais l'équilibre finit par s'établir *ex-post* avec une production agricole fixée (décidée l'année précédente) et un ajustement du prix et de la demande. Oui, nous pensons que cela est plus réaliste que l'équilibre instantané particulièrement pour le secteur agricole, même si cela reste une simplification de ce qu'il se passe dans la réalité et qu'il serait souhaitable d'avoir une rigidité partielle des décisions, pour tenir compte des ajustements possibles de la technique de production tout au long du processus de maturation des cultures. L'introduction du stockage privé permettrait sans doute aussi d'améliorer la représentation du fonctionnement des marchés.

6. L. Walras (1885). Théorie mathématique du prix des terres et de leur rachat par l'État. In *Bulletin de la Société Vaudoise d'Histoire Naturelle*, 17 (11), p. 31.

7. La plupart des experts s'accordent maintenant sur la faiblesse des impacts sur les pays les plus pauvres.

François Facchini remet en cause, comme nous, une représentation d'un monde économique trop « parfait » à partir du modèle walrassien, mais juge inutile et vain de chercher à le rendre plus réaliste. Rappelons que, en l'absence d'alternatives ce sont bien ces modèles qui sont utilisés dans les négociations internationales. On peut alors penser qu'il est utile que les scientifiques cherchent à les améliorer et à mettre en garde les différents acteurs sur la capacité de ces outils à représenter le monde réel. Surtout, nous ne prétendons pas que notre modèle soit le meilleur : notre objectif principal, dans ce travail, est de montrer la sensibilité aux hypothèses de fonctionnement des marchés, des résultats des modèles d'équilibre général. Ceux-ci sont en effet largement diffusés pour promouvoir la libéralisation des échanges agricoles, sans référence aux hypothèses clés et aux différences entre modèle et réalité, éléments pourtant nécessaires à une utilisation éclairée de leurs résultats. Il nous semble ainsi que la critique de FF relative à l'irréalisme du modèle walrassien s'adresse à l'ensemble des modèles d'équilibre général et nous trouvons étonnant qu'il prenne comme principale cible nos travaux, alors que ceux-ci mentionnent explicitement ces limites et cherchent des voies d'amélioration.

Nous n'avons jamais utilisé les théories sur les anticipations mimétiques, même s'il est vrai que nous avons supposé que pour chaque secteur de chaque pays, les agents faisaient les mêmes anticipations sur les prix (un producteur « représentatif »). Nos fonctions d'anticipation sont très simples, celles qu'avait imaginé Marc Nerlove à la fin des années cinquante et qui ont servi sans discussion dans des milliers d'études économétriques sur séries chronologiques. Les travaux d'André Orléan sont bien autrement complexes et ce dernier n'est cité que comme un des auteurs qui a souligné l'importance du rôle des anticipations dans l'instabilité des marchés financiers. Par ailleurs, il est important de garder les nuances de

nos propos quand nous sommes cités. Le résumé fourni par François Facchini de notre propos « *l'imperfection des marchés et le risque conduisent l'évolution des prix à être chaotique* »⁸ est un peu court. Nous avançons seulement que la prise en compte des anticipations imparfaites et du risque peuvent dans certains cas conduire à des évolutions de prix chaotiques et nous citons des travaux théoriques plus conséquents sur ce thème, en précisant justement que les paramètres pour lesquels ces séries deviennent chaotiques sont difficiles à déterminer. C'est la raison pour laquelle nous passons à des modèles appliqués.

La volatilité des prix agricoles est-elle élevée ? Force est de constater qu'elle l'est souvent bien plus que les prix des biens industriels. Tout dépend de l'échelle de temps que l'on considère et surtout que considèrent les producteurs. Deux siècles paraissent excessifs. Reprenant un graphique historique de l'un de nos articles, FF observe, sur deux siècles, les prix du sucre et en conclut qu'ils sont finalement rarement volatils... Or la plupart des études sérieuses citées dans cet article, qui ont analysé les séries de prix du sucre de manière plus approfondie, tendent à soutenir le contraire.

La solution des marchés à terme est évoquée dans la plupart de nos travaux et nous indiquons que l'une des limites de notre approche est justement de ne pas les représenter dans les versions actuelles de notre modèle. Cependant, il faut bien reconnaître que les marchés à terme ne sont généralement pas accessibles aux producteurs des pays les plus pauvres, il ne nous est pas apparu prioritaire de les représenter. Ensuite, comme le montrent les travaux cités plus hauts sur les marchés financiers, ces instruments ne garantissent pas l'absence de

8. Cf. Piketty et Boussard (2002). Conséquences possibles de la libéralisation des échanges de sucre : deux modèles et leurs réponses. In *Économie rurale*, n° 270, p. 7

périodes de « mauvais fonctionnement » des marchés, caractérisées par de fortes fluctuations, des écarts durables avec les fondamentaux et de brusques réajustements. C'est dans cet esprit que nous avons cité les travaux de Mandelbrot et d'Orléan⁹. De fortes fluctuations sur les marchés de produits agricoles comme on peut en voir sur ceux des produits financiers se révéleraient évidemment extrêmement dommageables pour les consommateurs les plus pauvres et acheteurs nets de produits agricoles. Le fonctionnement actuel des marchés libres ne

permet pas d'écarter *a priori* cette hypothèse. À ce propos, il est également étonnant de ne retenir des travaux de Zajdenweber¹⁰ que des conclusions sur la faiblesse de la variabilité du Dow Jones : son ouvrage « *Économie des extrêmes* » a quand même pour sujet les « extrêmes hyperboliques » c'est-à-dire les valeurs rares et très éloignées de la moyenne.

Voici quelques points qui nous sont apparus importants de clarifier dans ce débat. Nous remercions *Économie rurale* de nous avoir accordé ce droit de réponse. ■

9. Mandelbrot 1973a. Formes nouvelles du hasard dans les sciences. *Économie Appliquée*, 26 (1) :307-319. Mandelbrot 1973b. Le syndrome de la variance infinie et ses rapports avec la discontinuité des prix. *Économie Appliquée*, 26 (1) : 321-348. Orléan 1989. Comportements mimétiques et diversité des opinions sur les marchés financiers. In : Bourguignat et Artus. *Théorie économique et crise des marchés financiers*. *Economica*

10. Zajdenweber. 2000. *L'économie des extrêmes*. Flammarion.